



HAL
open science

CRISES EN PERSPECTIVE: LE “ VILLAGE PLANETAIRE ” VA-T-IL ECLATER ?

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. CRISES EN PERSPECTIVE: LE “ VILLAGE PLANETAIRE ” VA-T-IL ECLATER?. Actes des 18e Assises de Sol et Civilisation, pp.11-17, 2009, 10.13140/RG.2.1.3314.5768 . halshs-01150925

HAL Id: halshs-01150925

<https://shs.hal.science/halshs-01150925>

Submitted on 12 May 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Crises en perspective

Le « village planétaire » va-t-il éclater ?

Intervention de **Gérard-François Dumont**

Guillaume Dhérissard : Merci, président. Bonjour à tous. Notre journée est divisée en deux grandes parties. La première partie va nous donner l'occasion de comprendre le sujet de nos assises, avec deux exposés de cadrages, et deux témoignages d'acteurs de terrain. Nous aurons bien sûr un temps d'échanges en fin de matinée. Et ensuite, après le déjeuner, nous reviendrons avec une table ronde qui nous permettra d'avoir des échanges croisés, avec quatre personnalités qui ont des entrées très différentes sur la ruralité. Alors, pour commencer, on a la tradition d'avoir quelques exposés de cadrage qui nous permettent de cerner la problématique du jour. En quoi la ruralité est un espace source d'avenir pour répondre aux crises actuelles ? Et pour bien saisir la nature profonde de ces crises nous allons commencer avec Monsieur Gérard-François Dumont, qui va avoir une entrée sur les dynamiques démographiques actuelles, puisque, bien sûr, c'est l'un des sujets clés aujourd'hui de nos tensions planétaires.

Alors, Gérard-François Dumont est un parrain de l'association, il suit nos travaux depuis ses origines. Il est professeur à la Sorbonne, géographe et démographe. Il dirige une revue, *Population et Avenir*, que vous avez d'ailleurs dans vos dossiers. D'ailleurs, le numéro de cet automne est consacré justement à la question des territoires et à leur évolution. Vous verrez aussi que Monsieur Dumont a écrit de nombreux ouvrages. Il y en a deux à l'entrée. Le premier traite de la géopolitique de l'Europe, et le second, des populations et des territoires en France à l'horizon 2030. Je vais lui passer la parole pour une trentaine de minutes, pour qu'il nous expose les dynamiques démographiques actuelles, et en quoi elles transcendent nos problèmes de territoires. Je vous laisse la parole.

Gérard-François Dumont : Monsieur le président, Messieurs les ministres, Mesdames, Messieurs et chers amis,

C'est une grande joie, en fait, de pouvoir vous parler aujourd'hui à Sol et Civilisation, puisque effectivement il y a maintenant dix-huit ans que Raymond Lacombe m'avait demandé de faire partie des quarante parrains de cette association. Cela veut dire qu'elle a maintenant dix-huit ans, que les parrains de l'association ont bien travaillé, et donc mon œuvre maintenant est terminée, puisque l'association devient majeure. Je vais donc essayer de commencer cette journée et cette partie de cadrage avec une question peut-être un peu brutale, et dont la réponse est dans le mot crise, qui a été prononcé par le président Ledru tout à l'heure, et j'essaierai en particulier de vous montrer que finalement la principale crise, c'est peut-être la crise de la pensée, c'est-à-dire, d'une certaine incapacité à comprendre la réalité du monde et la façon dont il évolue. Alors, pour comprendre ce phénomène-

Gérard-François Dumont

ne, je vous propose d'appréhender le monde dans ces différentes échelles géographiques, c'est ce qui me paraît essentiel pour essayer d'aborder et d'assimiler la complexité des évolutions. Donc, trois échelles géographiques : d'abord le contexte mondial – j'ai mis celui de l'Hexagone, mais c'est aussi celui de l'Europe bien entendu –, et puis ensuite, nous examinerons les principales dynamiques territoriales françaises, et, enfin, nous terminerons par un regard plus approfondi sur les enjeux pour la ruralité française.

D'abord, donc, concernant le contexte mondial, il se résume, en fait, à quatre processus : le processus dit de la transition démographique, avec toutes ses diversités, le processus d'urbanisation, le processus de migration et le processus lié aux différences Nord-Sud.

Premier processus, celui qui se fait grâce au progrès contre la mortalité – et non pas, comme on le dit souvent, à cause de la croissance de la natalité, il n'y a aucune croissance de la natalité dans aucun pays au monde, mais grâce au recul de la mortalité –, et bien, la population dans le monde évolue. Alors, on peut présenter ce genre de graphique, où nous voyons des projections, et selon les hypothèses faites. Et bien, nous pourrions arriver ou à huit milliards, ou à neuf milliards, ou à dix milliards, dans les prochaines décennies. Or, ce genre de graphiques a un sens extrêmement limité.

Parce qu'il additionne des évolutions démographiques extrêmement diversifiées selon les territoires, et en réalité, cette évolution planétaire est la résultante de territoires dont la population augmente fortement, de territoires dont la population connaît une légère croissance, de territoires qui stagnent, et même de territoires, comme c'est le cas d'un certain nombre de pays européens, dont la population diminue. D'où la nécessité de regarder les évolutions locales, et non pas d'en rester à une approche planétaire, où l'on mélange des réalités démographiques très différenciées, selon les territoires et selon les pays.

Concernant le processus d'urbanisation. Là aussi, on considère souvent qu'il y aurait une corrélation inévitable entre la croissance de l'urbanisation et le développement économique. Or, lorsque je regarde les statistiques internationales telles qu'elles nous sont livrées, et bien je vois par exemple que l'Amérique Latine est considérée comme ayant un taux d'urbanisation supérieur à celui de l'Europe, et à peine inférieur à celui de l'Amérique du Nord. Donc ceci prouve bien qu'il n'y a pas corrélation entre l'urbanisation et le développement, puisqu'il y a des choix politiques qui ont conduit à des modes d'urbanisation différenciés. Ce qui est mis en évidence à travers les principales régions du monde pourrait être attesté aussi en considérant des niveaux régionaux ou des niveaux intranationaux.

Troisième élément, et là je vais peut-être décevoir ceux qui sont optimistes dans ma formulation, mais elle se veut brutale pour secouer les neurones, si vous me le permettez : les inégalités Nord-Sud sont quand même relativement durables, même s'il faut tout faire pour les supprimer. Alors, pourquoi ? Lorsque vous regardez cette carte des taux de mortalité infantile dans le monde, vous voyez, donc, les pays les plus sombres sont les pays où la mortalité infantile est la plus élevée. Et

tout de suite, vous vous rendez compte d'une corrélation malheureusement assez bonne entre les pays où la mortalité infantile est la plus élevée et les pays qui ont connu ou qui sont encore en état de conflits civils. La mauvaise situation sanitaire dans beaucoup de pays est premièrement la conséquence soit de conflits civils en cours – voir la Somalie, voir l'Afghanistan –, soit l'héritage de conflits civils – voir le Sierra Leone, voir le Liberia, voir la Côte d'Ivoire. N'oubliez pas que nos amis ivoiriens parlent de « la guerre » à propos du conflit civil qui s'est déroulé ces dernières années, voir la guerre civile en Mozambique, en Angola, etc. Donc, premier élément, et bien, c'est vrai que l'héritage de ces conflits civils va exercer des effets un certain temps. À cela s'ajoutent d'autres éléments qui risquent d'être durables, comme les inégalités hommes-femmes, parce que nous avons là aussi une certaine corrélation entre les inégalités hommes-femmes et les taux de mortalité maternelle. J'ajouterais la question des choix budgétaires, en faveur des canons plutôt qu'en faveur du beurre, et ensuite, bien sûr, les problèmes de gouvernance. Donc, bien sûr, il faut essayer de résoudre cette question, mais il faut quand même être conscient que cela demande des changements structurels fondamentaux.

Quatrième point, donc, les questions migratoires. Je les illustre rapidement, simplement à travers cette cartographie. Donc, bien entendu, nous sommes dans des nouvelles logiques migratoires, facilitées par la globalisation, la mondialisation et l'internationalisation, et donc ces nouvelles logiques migratoires qui se surajoutent aux facteurs migratoires classiques font que les mouvements migratoires vont continuer de se développer dans le monde, compte tenu des éléments explicatifs de ces phénomènes migratoires, sachant qu'il convient toujours de se rappeler qu'il est absurde de parler de l'immigration sans analyser l'émigration, puisqu'il n'y a jamais immigration, c'est-à-dire, arrivée d'une personne dans un pays, s'il n'y a pas une raison qui l'a poussée à partir de son territoire.

J'en viens maintenant aux principales dynamiques françaises, et je vais m'appesantir surtout sur quatre éléments. Premier élément, il faut constater une tentation de nos contemporains, et une attirance de nos contemporains vers les littoraux, ce que j'ai appelé la « litturbanisation », c'est-à-dire, l'urbanisation du littoral. Ce phénomène, pour vous l'illustrer, je vous ai apporté cette carte, et vous voyez donc en rouge des régions qui se sont caractérisées par des constructions de logements relativement importantes, et vous voyez que ces zones en rouge correspondent bien à des régions littorales. Donc nous sommes bien dans cette logique de « litturbanisation », qui d'ailleurs était celle qui avait été crainte par le fameux scénario de l'inacceptable, que le Sésame avait rédigé au début des années 1970.

Deuxième élément : l'héliotropisme positif. Là, nous avons un point important, parce que vous avez forcément entendu parler de la formule « d'héliotropisme », c'est-à-dire, du rapport de nos contemporains avec le Soleil, mais aujourd'hui, l'héliotropisme est positif, c'est-à-dire, la tendance à vouloir se rapprocher du Soleil. J'insiste sur l'adjectif et j'expliquerai rapidement sa raison. Cet héliotropisme positif, on peut le visualiser à travers cette carte de France. Donc, vous voyez

Gérard-François Dumont

en vert des territoires qui ont perdu des habitants en raison des évolutions migratoires, et vous voyez dans des couleurs qui varient entre le rouge et le marron très clair des territoires qui ont gagné des habitants en raison justement d'apports migratoires. Donc, manifestement, on a en quelque sorte, un pays fracturé Nord-Sud, avec une tendance donc de la moitié Nord de la France, en moyenne, à perdre des habitants en raison des mouvements migratoires, et dans les parties davantage méridionales, une attraction migratoire, qui est le résultat des tendances actuelles. Je dis bien qui est le résultat des tendances actuelles, parce que si je parle d'héliotropisme positif, c'est parce que, bien entendu, si les changements climatiques prennent de l'importance, il se pourrait que nos contemporains qui sont allés habiter dans la partie méridionales de la France considèrent que les canicules répétées deviennent insupportables et que le clair de Lune à Maubeuge, c'est peut-être pas si mal que ça, et donc à ce moment-là, on aurait un héliotropisme négatif, c'est-à-dire, des gens qui se détourneraient de l'abus du Soleil.

Troisième élément, les différences accrues de composition par âge. Je dirais que là nous avons, en quelque sorte, un graphique qui plaide en même temps pour la décentralisation et, plus encore, pour une meilleure péréquation entre les territoires. Pour illustrer ce questionnement, je vous propose de regarder ces deux pyramides des âges. Vous avez à gauche la pyramide des âges du Val d'Oise, et à droite, la pyramide des âges de la Creuse. Donc, à droite, sur la pyramide des âges de la Creuse, vous voyez d'abord qu'il y a plus de personnes âgées que de personnes jeunes, et vous voyez aussi que, parmi la population d'âge actif, donc les 20-64 ans, eh bien, j'ai beaucoup plus d'actifs âgés que d'actifs jeunes, alors que la pyramide des âges du Val d'Oise est complètement différente, avec beaucoup moins de personnes âgées que de personnes jeunes, et donc des différenciations de formes de pyramides qui sont tout à fait considérables. Ces évolutions m'avaient d'ailleurs conduit à m'interroger, il y a déjà pas mal d'années, sur ces problèmes de péréquation, puisque l'une des raisons du faible nombre de personnes âgées dans le Val d'Oise c'est aussi le fait qu'un certain nombre de personnes arrivant à la retraite vont passer leur retraite en dehors de l'Île-de-France. Et je me souviens, d'ailleurs, d'une réunion de Sol et Civilisation où j'avais dit à Jean-Paul Huchon « vous devriez verser une prime à chaque retraité qui quitte l'Île-de-France, comme ça, il ne pèsera plus sur les budgets publics de l'Île-de-France quand il viendra demander de l'aide à domicile, du portage de repas, etc ».

Des différences fondamentales dans les évolutions territoriales. Selon les territoires, nous avons au moins douze types d'évolution démographique. Vous voyez, une extrêmement grande diversité, et donc il ne faut surtout pas voir la France comme un pays qui aurait des dynamiques territoriales semblables, bien au contraire, vous voyez qu'on a presque un patchwork, compte tenu des facteurs explicatifs et des facteurs qui se combinent sur chaque territoire, pour engendrer tel ou tel résultat.

Cette connaissance à la fois du contexte mondial et des principales dynamiques françaises nous invite donc à réfléchir aux enjeux pour la ruralité française, et je

voudrais d'abord rappeler une évidence. Le territoire français est une richesse objective. Il faut toujours rappeler que la France a le troisième territoire de la Grande Europe, après la Russie et l'Ukraine, elle a le territoire le plus vaste de toute l'Union Européenne, et c'est un atout. Ce serait une erreur de considérer l'espace français comme on pouvait considérer le Tiers-État sous l'Ancien régime, et le délaissier alors que c'est une richesse fondamentale, qui, par sa diversité en plus, offre un potentiel que la nature nous a donné et, nous verrons aussi, bien sûr, que nos prédécesseurs et nos ancêtres ont aménagé et confectionné pour qu'il puisse mieux profiter aux populations. Donc c'est à la fois une richesse objective par son étendue, mais aussi par la diversité de la nature des terroirs, qui est non seulement une diversité générale, mais parfois une diversité locale. Par exemple, les Alpes du Nord ont une configuration géographique et des atouts naturels qui n'ont rien à voir avec ceux des Alpes du Sud. Alors, face à ce refus d'être un tiers espace, et bien, nous avons un certain nombre de difficultés de compréhension, et c'est là où j'en arrive à ma crise de la pensée, que je vais illustrer par quatre exemples.

Premier exemple, c'est cette manie que l'on trouve malheureusement dans la plupart des livres, à commencer par les livres scolaires, qui consiste à utiliser l'expression « d'exode rural ». Le mot exode, normalement, concerne des populations obligées de fuir un territoire sous la contrainte, et notamment pour sauver leur vie, notamment en cas de guerre. Or, lorsqu'on utilise, et malheureusement on le fait trop souvent, cette expression « d'exode rural », et bien, on donne l'impression qu'il y aurait une fatalité, comme si la diminution de l'emploi agricole signifierait forcément que les emplois à créer ne pourraient être créés que dans les villes, et comme s'il n'y avait pas, en Europe-même, un certain nombre de terroirs qui ont su créer des activités dans le monde rural. C'est le premier point sur lequel je voudrais insister : nous avons une définition conceptuelle qui suppose d'utiliser le terme « d'émigration rurale », c'est-à-dire, de refuser une fatalité qui n'existe pas mais que l'on met dans nos têtes.

Deuxième exemple, nous avons eu ces dernières années le déploiement d'une nouvelle théorie – enfin, renouvelée de théories anciennes – que l'on appelle « la théorie de l'économie résidentielle ». Autrement dit, pour faire le développement du territoire, qu'est-ce-que nous dit cette théorie ? Il n'y a pas besoin de faire de développement endogène : cela n'existe pas. Ce dont il faut être capable, c'est de capter les ressources des autres territoires. Donc, faire venir des retraités qui toucheront des retraites, faire venir des pauvres qui toucheront le RSA, faire venir éventuellement des gens plus riches qui apporteront davantage de possibilités de consommation, etc. Et, finalement, la vie économique du territoire c'est la conséquence de ce qu'il a pu capter de l'extérieur, ce qu'il a pu capter comme emplois publics, ce qu'il a pu capter comme retraités, ce qu'il a pu capter comme prestations sociales. Et donc l'important, notamment, ce sont les résidents non recensés : les résidences secondaires, les touristes, etc. Donc vous voyez qu'il y a dans cette théorie l'idée que ce n'est pas la peine de se fatiguer à essayer de faire du développement propre à un territoire, il suffit d'être assez habile pour capter ce qui

Gérard-François Dumont

vient d'ailleurs. Or, cette théorie pose deux problèmes au moins. D'abord, un problème conceptuel, c'est-à-dire, selon cette théorie, le tourisme est un captage de revenus qui sont procurés sur d'autres territoires. Ceci me paraît une erreur fondamentale, parce que le tourisme sur un territoire peut-être plus ou moins développé, selon la capacité de ce territoire à mettre en œuvre ses atouts touristiques. Deuxième élément, c'est que cette théorie n'est absolument pas attestée par les faits. J'ai conduit un certain nombre d'études sur plusieurs territoires français, et notamment sur des territoires français qui bénéficiaient de l'économie résidentielle, et je me suis rendu compte qu'en réalité il n'existe pas de territoire qui corresponde à cette théorie. Oui, il y a des territoires qui bénéficient partiellement de l'économie résidentielle, mais dont le développement repose sur beaucoup d'autres éléments, notamment endogènes, que l'économie résidentielle.

Troisième exemple : il nous vient tout simplement du prix Nobel 2008 de l'économie, Paul Krugman. Paul Krugman a une analyse très simple qui a consisté à reformuler la théorie centre-périphérie. Eh bien, c'est simple, voilà, il y a des centres et des périphéries, les périphéries sont dépendantes du centre et la localisation des activités économiques va fatalement vers le centre. Donc, les périphéries, donc la ruralité, n'a plus qu'à passer par perte et profit son développement. Ce prix Nobel d'économie, en réalité, est démenti, je dirais à la fois par l'analyse et par les faits. D'abord par l'analyse, parce que la notion de centre des périphéries ne peut plus être appliquée aux territoires. Ce que je veux dire par là, c'est que tout territoire qui est centre à un moment peut être périphérie d'un autre point de vue, et tout territoire qui est périphérie peut être centre à un moment. Je donne un exemple : Toulouse est le territoire centre de la région Midi-Pyrénées. Mais, en même temps, Toulouse est bien dépendante des décisions prises par EADS, décisions qui relèvent notamment des choix politiques qui ont été faits à Berlin et à Paris. Donc Toulouse, centre d'une région est en même temps périphérie pour un certain nombre de décisions. Autre exemple : un territoire périphérique qui devient centre. Nous avons en Bretagne un bel exemple avec le festival des vieilles charrues à Carhaix. Carhaix est une périphérie tout au long de l'année. Mais lorsque Carhaix organise son festival des Vieilles Charrues, où viennent plusieurs centaines de milliers de personnes, c'est un centre culturel à ce moment-là.

Donc vous voyez que ce raisonnement, on peut l'appliquer à tous les territoires. En outre, je voudrais ajouter que là aussi un certain nombre d'études que j'ai pu conduire mettent en évidence que cette théorie de Krugman est démentie par les faits : c'est-à-dire, des territoires qui auraient du se vider au regard de la théorie de Krugman conservent un dynamisme propre.

Enfin, quatrième exemple, et c'est l'un de mes principaux soucis, également : ce sont les définitions actuelles en France entre la population urbaine et la population rurale. Nous avons en effet des définitions qui sont terriblement extensives, notamment par rapport aux pays étrangers. J'en donne un seul exemple : si vous connaissez un bourg dans un département dit « rural » qui fait 2500 habitants, les habitants de ce bourg se considèrent comme des ruraux. Et bien statistiquement, ils

sont mis dans la population urbaine. Donc on a une définition beaucoup trop extensive à travers à la fois ce plancher de population urbaine et à travers la règle des 200 mètres, mais je ne rentre pas dans les détails, qui conduit à des aberrations. Donc, ça c'est une vraie difficulté, dans la mesure où on nous enseigne que la population urbaine est beaucoup plus importante que ce qu'elle est concrètement dans l'espace vécu des populations.

Je voudrais terminer en insistant sur la réalité. C'est que ce sont les hommes, en fait, qui font le territoire, qui font sa qualité de vie, leur attractivité. En l'aménageant, en le valorisant, en le faisant vivre. L'aménagement, la qualité de nos territoires actuels, qu'il s'agisse de la Bourgogne, qui est un territoire qui a été complètement aménagé par les hommes au Moyen-Âge ; en le valorisant, qu'il s'agisse de projets comme ceux de la région de Laguiole alors que son économie industrielle et artisanale avait disparu ; en les faisant vivre, dans l'exemple de Carhaix, que je disais tout à l'heure. Et donc il reste à la ruralité une spécificité. Cette spécificité, c'est que la ruralité diffère de l'anonymat des villes, et cette différence en fait inévitablement, par nature, un espace où la solidarité peut s'exercer plus facilement. Autrement dit, dans un monde ouvert et complexe, on ne peut réussir sans solidarité collective au sein d'un territoire. Il me semble donc, en conclusion, que réussir le développement territorial, ça pourrait se résumer dans la formule suivante : savoir faire du développement soi-même, donc savoir faire du développement endogène en valorisant les évolutions des facteurs exogènes dans la mesure où tout territoire est bien dans un contexte, qui est le contexte actuel de la globalisation, de la mondialisation et l'internationalisation. Je vous remercie de votre attention.